



HONOLULU/WASHINGTON (Reuters) - Barack Obama a ordonné jeudi l'expulsion de 35 diplomates russes et sanctionné des responsables du renseignement russe que Washington soupçonne d'être impliqués dans le piratage informatique qui a visé le Parti démocrate pendant la campagne des élections de novembre dernier aux Etats-Unis.

Le Kremlin a nié catégoriquement les accusations américaines et promis une réponse "appropriée", tout en doutant de la réelle portée de ces sanctions, prises à moins d'un mois de la fin du mandat du président démocrate.

Ces mesures de rétorsion marquent une nouvelle dégradation des liens russo-américains, déjà abîmés par les guerres en Ukraine et en Syrie.

Celles qui concernent les responsables du renseignement visent neuf entités ou individus: les services de renseignement militaires (GRU) et les services de sécurité (FSB), quatre agents du GRU et trois entreprises ayant "fourni un soutien matériel aux opérations informatiques du GRU".

"Ces actions font suite aux avertissements que nous avons adressés de manière répétée au gouvernement russe, en privé et en public. Elles sont une réponse nécessaire et adaptée aux actions visant à nuire aux intérêts américains en violation des normes de comportement

internationales établies", a déclaré Barack Obama dans un communiqué diffusé de Hawaï, où il passe les fêtes de fin d'année en famille.

Il est encore difficile de savoir si Donald Trump, qui a plusieurs fois fait l'éloge de Vladimir Poutine et désigné des personnalités jugées proches de Moscou pour composer sa future administration, cherchera à revenir sur ces mesures.

Un haut responsable américain a indiqué que Donald Trump pourrait très bien annuler les décisions de Barack Obama car elles relèvent de l'exécutif. Il a toutefois "déconseillé" une telle initiative.

Si cela devait être le cas, l'homme d'affaires se heurterait à l'opposition d'un nombre important de membres du Parti républicain au Congrès.

Le président républicain de la Chambre des représentants, Paul Ryan, s'est ainsi félicité des sanctions prises par Washington, estimant qu'elles auraient dû l'être depuis longtemps, car Moscou "cherche constamment à nuire aux intérêts américains", a-t-il dit.

© reuters.com
